



LOI ORGANIQUE RELATIVE A L'INSTANCE SUPERIEURE INDEPENDANTE POUR LES ELECTIONS

*Texte adopté par l'ANC le 12 décembre 2012
Traduction non officielle de l'Equipe d'assistance élec-
torale de l'Union européenne en Tunisie*

Article premier : Est créée une autorité publique indépendante et permanente dénommée « Instance supérieure indépendante pour les élections », dotée de la personnalité morale et de l'autonomie administrative et financière. Son siège est à Tunis.

Article 2 : L'Instance supérieure indépendante pour les élections veille à la garantie d'élections et de référendums démocratiques, libres, pluralistes, intègres et transparents.

Article 3 : L'Instance supérieure indépendante pour les élections est chargée de l'ensemble des opérations liées à l'organisation, à la gestion et à la supervision des élections et des référendums conformément aux dispositions de la présente loi et de la législation électorale. Elle est chargée dans ce cadre, notamment, de ce qui suit:

1. Tenir le registre des électeurs et l'actualiser de manière continue;
2. Etablir les listes électorales pour chaque élection ou référendum, les réviser le cas échéant et les publier notamment sur le site électronique officiel de l'Instance dans les délais fixés par la loi électorale ;
3. Veiller à la garantie du droit de vote pour tout électeur;
4. Garantir l'égalité de traitement de tous les électeurs, tous les candidats et tous les intervenants durant les opérations électorales ou référendaires ;
5. Arrêter, publier et mettre en exécution le calendrier relatif aux élections et aux référendums, conformément aux durées des mandats définies dans la Constitution et dans la loi électorale ;
6. Recevoir et statuer sur les dossiers de candidature aux élections conformément aux dispositions de la législation électorale ;
7. Mettre en place les mécanismes d'organisation, de gestion et de contrôle garantissant l'intégrité et la transparence des élections et des référendums ;
8. Procéder au dépouillement des scrutins et annoncer les résultats préliminaires et définitifs des élections et des référendums ;
9. Etablir les codes de bonne conduite électorale garantissant les principes d'intégrité, de transparence, de neutralité, de bonne gestion des deniers publics et d'absence de conflit d'intérêts ;
10. Accréditer les représentants des candidats dans les bureaux de vote, et accréditer les observateurs, les hôtes, les journalistes nationaux et étrangers à suivre les étapes du processus électoral. L'Instance définit, par une décision de son Conseil, les critères et les conditions d'accréditation des observateurs, des hôtes, des journalistes étrangers et des interprètes travaillant avec eux ;
11. Former les superviseurs des différentes composantes du processus électoral ;
12. Etablir les programmes de sensibilisation et d'éducation électorales, et collaborer dans ce cadre avec l'ensemble des composantes de la société civile actives dans le domaine des élections à l'échelle nationale et internationale ;
13. Contrôler l'observation des règles et des moyens des campagnes électorales tels que fixés par la législation électorale, et imposer leur respect en collaboration avec les or-

- ganismes publics ;
14. Contrôler le financement des campagnes électorales et prendre les décisions nécessaires à son sujet, tout en garantissant l'égalité entre tous les candidats dans le financement public;
 15. Formuler des propositions en vue du développement du système électoral ;
 16. Donner son avis sur tous les projets de textes en rapport avec les élections et les référendums ;
 17. Préparer un rapport spécial sur le déroulement de chaque opération électorale ou référendaire dans un délai maximum de trois (3) mois à compter de la date d'annonce des résultats définitifs, et le présenter au président de la République, au président de l'Assemblée législative et au chef de gouvernement. Ledit rapport sera publié au journal officiel de la République tunisienne et sur le site électronique de l'Instance ;
 18. Préparer un rapport annuel sur l'activité de l'Instance durant l'année précédente et son programme d'action pour l'année suivante, et le soumettre à l'Assemblée législative réunie en session plénière à l'occasion du vote du budget annuel de l'Instance. Ledit rapport sera publié au journal officiel de la République tunisienne et sur le site électronique de l'Instance.

Article 4 : L'Instance supérieure indépendante pour les élections est composée du Conseil de l'Instance lequel dispose d'un pouvoir décisionnel et d'un organe exécutif.

Chapitre premier Le Conseil de l'Instance

Article 5: Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections est composé de neuf (9) membres choisis comme suit:

- 1/ Un juge judiciaire;
 - 2/ Un juge administratif ;
 - 3/ Un avocat;
 - 4/ Un huissier notaire ou un huissier de justice ;
 - 5/ Un enseignant universitaire : assistant, maitre-assistant, maitre de conférences ou professeur d'enseignement supérieur;
 - 6/ Un ingénieur spécialiste dans le domaine des systèmes et de la sécurité informatique ;
 - 7/ Un spécialiste en communication ;
 - 8/ Un spécialiste en finances publiques.
- Ayant tous une expérience de dix années au minimum.
- 9/ Un membre représentant des tunisiens à l'étranger.

Article 6 : Les membres du Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections sont élus conformément aux procédures suivantes :

Une commission spéciale est créée au sein de l'Assemblée législative et chargée de l'examen et de la sélection des dossiers de candidature.

La commission spéciale est composée sur la base de la représentation proportionnelle, à raison d'un (1) membre pour chaque dix (10) députés, et aux plus forts restes. En cas d'égalité entre les restes d'un groupe parlementaire et les restes des députés qui n'appartiennent à aucun groupe parlementaire, le groupe parlementaire est privilégié.

La présidence de la commission est assurée par le président ou l'un des deux vice-présidents de l'Assemblée législative, sans que celui-ci ne participe au vote lors de la prise de décisions.

L'ouverture des candidatures au Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections se fait par une décision du président de la commission spéciale qui sera publiée au journal officiel de la République tunisienne, fixant le délai de présentation des candidatures, les formalités de leur dépôt, les conditions légales exigées et les pièces composant le dossier de candidature conformément aux dispositions de l'article 7 de la présente loi.

La commission spéciale délibère à la lumière du dossier de chaque candidat, en se basant sur les conditions de candidature déterminées dans l'article 7 et sur les exigences du bon fonctionnement de l'Instance. La commission spéciale prépare une grille d'évaluation qui sera considérée lors de l'examen des dossiers de candidature et l'adopte par voie de consensus entre ses membres. Ladite grille est publiée au journal officiel de la République tunisienne au moment de l'ouverture des candidatures.

La commission spéciale choisit trente-six (36) candidats, à raison de quatre (4) candidats pour chacune des catégories prévues dans l'article 5 de la présente loi et en considérant le principe de la parité, par un vote à la majorité des trois-quarts de ses membres, dans des tours successifs et à la même majorité, jusqu'à ce que le nombre total soit atteint.

Le président de la commission spéciale transmet la liste des noms des trente-six (36) candidats classés par ordre alphabétique et par catégorie à l'Assemblée législative réunie en session plénière pour élire les neuf (9) membres du Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections à la majorité des deux-tiers des membres de l'Assemblée législative, au scrutin secret et uninominal, et à des tours successifs jusqu'à l'accomplissement de la composition.

L'Assemblée plénière procède à l'audition des trente-six (36) candidats préalablement au vote.

Chaque membre de l'Assemblée législative choisit neuf (9) noms de la liste des candidats en considérant la composition prévue dans l'article 5. Les candidats ayant obtenu la majorité des deux-tiers des membres sont classés par ordre de mérite en fonction du nombre de voix récoltées.

Le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections est élu par l'Assemblée plénière parmi ceux qui se portent candidats des neuf (9) membres élus.

Pour élire le président, l'Assemblée plénière vote à la majorité absolue de ses membres dans un premier tour. Si aucun des candidats n'obtient la majorité requise dans le premier tour, il est procédé au vote dans un second tour et à la même majorité pour élire le président de l'Instance parmi les deux (2) candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix dans le premier tour.

Article 7 : Pour être candidat au Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections il faut :

Avoir la qualité d'électeur;

Etre âgé de 35 ans au moins

L'intégrité, l'indépendance et la neutralité ;

La compétence et l'expérience ;

Ne pas avoir adhéré ou exercé une activité dans n'importe quel parti politique pendant les cinq (5) années précédant la date d'ouverture des candidatures ;

Ne pas avoir assumé une quelconque responsabilité au sein du *Rassemblement consti-*

tutionnel démocratique dissout, ou appelé le président de la République déchu à se porter candidat pour un nouveau mandat présidentiel ;

Ne pas avoir assumé une responsabilité au sein du gouvernement ou en tant que gouverneur ou secrétaire général de gouvernement ou délégué ou chef de secteur, tout au long de la mandature du président déchu ;

Chaque candidat fournit dans son dossier de candidature une déclaration sur l'honneur concernant le respect des conditions sus indiquées.

Est puni d'un emprisonnement de six mois et d'une amende de mille dinars quiconque, sciemment, fait de fausses déclarations ou dissimule une des interdictions de candidature prévues par la loi et ce, sans préjudice de la poursuite dont il peut faire l'objet en application des dispositions du code pénal.

Article 8 : Les membres élus se réunissent en première séance pour choisir le vice- président par consensus et à défaut, à la majorité absolue des membres.

Article 9 : Le mandat de chaque membre du Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections est fixé à six (6) années non renouvelables.

Le renouvellement de la composition du Conseil de l'Instance se fait par tiers tous les deux (2) ans, conformément aux procédures déterminées dans les articles 5, 6 et 7 de la présente loi. Le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections communique la liste des membres concernés par le renouvellement au président de l'Assemblée législative et l'informe de la date de la fin de leur mandat et ce, trois (3) mois avant la date d'expiration du mandat.

Les membres dont le mandat est venu à expiration exercent leurs fonctions au sein du Conseil de l'Instance jusqu'à ce que les nouveaux membres prennent leurs fonctions.

Article 10 : Lors de leur nomination, le président et les membres du Conseil de l'Instance prêtent devant le Président de la République le serment suivant: « *Je jure par Dieu Tout-puissant d'accomplir mes fonctions avec dévouement, en toute honnêteté et sincérité et de m'employer à garantir des élections libres et intègres, et d'accomplir mes devoirs en toute indépendance et neutralité, et de respecter la Constitution et la loi, et que Dieu en soit témoin* ».

Article 11 : Le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections est son représentant légal. Il est le président de son Conseil et l'ordonnateur de son budget.

Article 12 : Le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections et les membres de son Conseil sont particulièrement tenus par les obligations suivantes :

L'obligation de neutralité ;

L'obligation de réserve ;

L'obligation d'assister aux réunions du Conseil de l'Instance ;

L'exercice à plein temps des fonctions au sein de l'Instance ;

L'interdiction de se porter candidat à toute élection durant leur mandat à l'Instance et pendant les cinq (5) années au moins qui suivent la fin de leur mandat ;

La déclaration sur l'honneur des biens conformément aux procédures prévues par la loi relative à la déclaration sur l'honneur des biens des membres du gouvernement et de certaines catégories d'agents publics.

Article 13 : Le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections et les membres de son Conseil doivent signaler tout conflit d'intérêts tout au long de leur mandat à l'Instance.

Est considéré conflit d'intérêts, tout intérêt personnel, direct ou indirect, ou toute relation personnelle, directe ou indirecte, affectant l'engagement du membre concerné à respecter les conditions et les obligations auxquelles il est soumis et affectant le bon fonctionnement de l'Instance.

Le membre concerné par un conflit d'intérêts est appelé à le déclarer auprès du Conseil de l'Instance et à s'abstenir ensuite de participer aux réunions, aux délibérations ou à la prise des décisions y afférent, jusqu'à ce que le Conseil de l'Instance statue sur la question et ce, dans les dix (10) jours qui suivent la date de la déclaration.

Suite à la déclaration du conflit d'intérêts, le Conseil de l'Instance se réunit et délibère à la majorité des membres et ce, en l'absence du membre concerné.

Lorsqu'il s'avère que le conflit d'intérêts est temporaire, une notification doit en être faite à l'intéressé, lequel s'abstient de participer aux réunions, aux délibérations ou à la prise des décisions y afférent jusqu'à la disparition de l'interdiction. Lorsqu'un conflit d'intérêts permanent est avéré, le membre concerné en est avisé et doit présenter sa démission au président du Conseil dans les quarante huit (48) heures qui suivent la notification.

En cas de prise de connaissance ou en cas d'information sérieuse au sujet d'un conflit d'intérêts, le Conseil de l'Instance, après audition du membre concerné, enquête sur la question. S'il est établi que le membre cité a délibérément dissimulé le conflit d'intérêts, il est démis de ses fonctions conformément aux procédures de révocation indiquées dans l'article 15 de la présente loi.

Article 14 : Le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections ou les membres de son Conseil ne peuvent être poursuivis ou arrêtés pour des faits relatifs à leurs travaux au sein de l'Instance ou liés à l'exercice de leurs missions en son sein, sauf si l'Assemblée législative réunie en session plénière décide de lever l'immunité à la majorité absolue de ses membres et ce, à la demande du membre concerné ou des deux-tiers des membres du Conseil de l'Instance ou de l'autorité judiciaire.

La demande de levée de l'immunité présentée par l'autorité judiciaire est soumise à l'examen accompagnée du dossier de l'affaire.

Article 15 : Outre le cas mentionné au cinquième paragraphe de l'article 13 de la présente loi, le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections ou l'un des membres de son Conseil peut être révoqué en cas de faute grave dans l'accomplissement des obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi, ou en cas de condamnation par un jugement irrévocable pour un délit intentionnel ou un crime, ou dans le cas où il ne répond plus à une des conditions exigées pour être membre au Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections.

La demande de révocation est présentée à l'Assemblée législative réunie en session plénière par au moins la moitié des membres du Conseil de l'Instance, pour approbation à la majorité absolue des membres de l'Assemblée législative.

Article 16 : En cas de vacance imprévue au sein du Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections pour cause de décès, démission, révocation, incapacité ou abandon de poste, le Conseil de l'Instance constate le cas de vacance et en prend acte sur un procès-verbal spécial qu'il transmet avec les autres pièces du dossier à l'Assemblée législative qui procède, à la demande du président de l'Instance ou de la moitié des membres de son Conseil, au remplacement du poste vacant conformément aux procédures prévues à l'article 6 de la présente loi.

Est considéré en situation d'abandon de poste, le président ou le membre qui s'absente sans motif pendant trois (3) réunions successives du Conseil de l'Instance et en dépit de sa convo-

cation et son avertissement par tout moyen laissant une trace écrite.

Article 17 : Le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections et les membres de son Conseil perçoivent des salaires imputés sur le budget de l'Instance. Le salaire du président de l'Instance est indexé sur le salaire d'un ministre. Le salaire des membres sera fixé par décret.

Article 18 : Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections se réunit à la demande de son président ou de la moitié de ses membres. Ses réunions ne se tiennent qu'en présence des deux-tiers des membres.

Le président de l'Instance est chargé de fixer les dates des réunions, de convoquer aux réunions, de les présider, d'en arrêter l'ordre du jour, de les diriger, d'en maintenir l'ordre, et de prendre les mesures nécessaires à l'exécution des délibérations du Conseil, conformément aux dispositions de la présente loi et du règlement intérieur du Conseil. En cas d'empêchement il est suppléé par le vice-président.

Les délibérations du Conseil de l'Instance sont publiées sur le site électronique de l'Instance et au journal officiel de la République tunisienne.

Les décisions du Conseil de l'Instance sont prises à la majorité absolue de ses membres et signées par son président.

Article 19 : Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections prend les règlements nécessaires à l'exécution de la législation électorale et à l'exécution des missions confiées à l'Instance. Lesdits règlements sont signés par le président de l'Instance et publiés au journal officiel de la République tunisienne.

L'Instance supérieure indépendante pour les élections prend les mesures nécessaires à faire respecter la législation électorale par l'ensemble des intervenants dans le processus électoral, y compris les mesures de sanctions non pénales des infractions électorales.

Les règlements émis par le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections sont susceptibles de recours devant les juridictions compétentes conformément aux conditions et aux procédures fixées par la loi.

Article 20 : Les ressources de l'Instance supérieure indépendante pour les élections sont constituées de fonds annuels imputés sur le budget de l'Etat.

Les dépenses budgétaires de l'Instance sont constituées des : - dépenses de fonctionnement de l'Instance ;

dépenses d'équipement;

dépenses électorales et référendaires.

Le budget de l'Instance est fixé sur proposition de son Conseil. Il est soumis au gouvernement pour avis, avant sa transmission à l'Assemblée législative pour approbation, conformément aux procédures spécifiques au budget de l'Etat.

Article 21 : L'Instance supérieure indépendante pour les élections peut créer, à l'occasion des élections ou des référendums, des Instances régionales chargées de l'aider à accomplir ses missions telles que définies dans la présente loi.

Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections fixe la composition des Instances régionales laquelle ne doit pas comporter plus de quatre membres au maximum par Instance régionale.

Les candidats sont sélectionnés par le Conseil de l'Instance à la majorité absolue de ses membres conformément aux conditions de candidature et aux obligations portées sur les

membres du Conseil telles que définies dans les articles 7 et 12 de la présente loi, et tout en tenant compte des spécialités mentionnées dans l'article 5.

Le Conseil de l'Instance peut déléguer aux Instances régionales certaines de ses prérogatives qu'elles exerceront sous la tutelle et conformément aux décisions dudit Conseil.

Chaque Instance régionale établit, à la fin de sa mission et à chaque fois qu'une demande lui en est faite, un rapport d'activité qui sera soumis au Conseil de l'Instance.

Article 22 : Toutes les administrations publiques sont appelées, dans la mesure du possible, à mettre à la disposition de l'Instance supérieure indépendante pour les élections l'ensemble des moyens matériels et humains, l'ensemble des bases de données et d'informations, y compris les statistiques et des données en rapport avec les opérations électorales, afin d'aider l'Instance à mener à bien ses missions. En cas de refus non justifié de la part de l'administration concernée, une ordonnance peut être obtenue à cet effet du Tribunal administratif.

A l'occasion des élections ou des référendums, les services de la présidence du gouvernement veillent à faciliter la coopération de l'ensemble des administrations publiques avec l'Instance supérieure indépendante pour les élections.

Article 23 : Il est interdit d'utiliser les données personnelles collectées auprès de l'Instance supérieure indépendante pour les élections en dehors des opérations électorales et ce, conformément aux dispositions de la législation relative à la protection des données personnelles

Chapitre II L'organe exécutif

Article 24 : L'Instance supérieure indépendante pour les élections dispose d'un organe exécutif chargé, sous la tutelle de son Conseil, des affaires administratives, financières et techniques et dirigé par un directeur exécutif.

Sont créées des administrations régionales rattachées à l'organe exécutif de l'Instance supérieure indépendante pour les élections, chargées de l'exécution des missions attribuées à l'Instance, dans les limites territoriales de leur compétence et conformément aux décisions du Conseil de l'Instance.

Article 25 : Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections recrute le directeur exécutif parmi les candidats sur dossier qui remplissent les conditions de l'article 7 de la présente loi, outre les critères de l'expérience et de la compétence dans le domaine de la gestion administrative, financière et technique. La nomination et la révocation du directeur exécutif se font sur approbation de la majorité absolue des membres du Conseil de l'Instance.

Lors de sa nomination, le directeur recruté prête devant le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections le serment suivant: *«Je jure par Dieu Tout-puissant d'accomplir mes fonctions avec dévouement et en toute honnêteté et sincérité, et de respecter la loi, et que Dieu en soit témoin»*.

Article 26 : Le directeur exécutif assiste aux réunions du Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections. Il peut donner son avis sans disposer d'un droit de vote.

Le directeur exécutif s'engage à respecter toutes les obligations prévues dans l'article 12 de la présente loi.

Article 27 : Le directeur exécutif veille, sous la tutelle du Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections et sous le contrôle de son président, à la bonne gestion de

l'Instance dans les domaines administratif, financier et technique. Il est chargé, dans les limites de sa mission, particulièrement de :

1. La préparation de l'organisation administrative, financière et technique de l'Instance supérieure indépendante pour les élections et sa soumission au Conseil de l'Instance pour approbation à la majorité des membres ;
2. La préparation du règlement intérieur de l'Instance supérieure
3. indépendante pour les élections, sa soumission au Conseil de l'Instance pour approbation à la majorité des membres et sa publication au journal officiel de la République tunisienne ;
4. La préparation du programme des ressources humaines de l'Instance et sa soumission au Conseil de l'Instance pour approbation à la majorité des membres ;
5. La préparation du projet du budget annuel de l'Instance et sa soumission au Conseil de l'Instance pour approbation à la majorité des membres ;
6. La préparation du programme d'exécution des missions de l'Instance, sur la base de ce qui est prévu à l'article 3 de la présente loi, et de son programme d'action en périodes électorales et référendaires, avant leur soumission au Conseil de l'Instance pour approbation à la majorité des membres ;
7. La préparation d'un rapport de gestion financière et administrative qui sera soumis, avec le rapport annuel, au contrôleur des comptes et au Conseil de l'Instance pour approbation à la majorité des membres ;
8. L'exécution des décisions prises par le Conseil de l'Instance et relatives à l'ensemble du processus électoral ;
9. La gestion des différents services administratifs de l'Instance et la coordination entre eux;
10. La tenue et la conservation des différents registres, dossiers et documents administratifs ;
11. Le suivi de l'exécution du budget et la préparation des dossiers des marchés et des différents contrats de l'Instance ;
12. La gestion du site électronique de l'Instance.

Article 28 : Tous les marchés de l'Instance supérieure indépendante pour les élections sont conclus et exécutés conformément aux procédures relatives aux marchés publics des entreprises publiques, tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente loi.

Les dépenses de l'Instance supérieure indépendante pour les élections sont dispensées du contrôle à priori des dépenses publiques.

Article 29 : L'Instance supérieure indépendante pour les élections veille à la mise en place d'un système de contrôle interne des procédures administratives, financières et comptables qui garantit la sécurité, l'intégrité et la transparence des états financiers et leur conformité aux lois en vigueur. Une unité de vérification et de contrôle interne est créée à cette fin. Elle est présidée par un expert-comptable.

Ladite unité exerce ses fonctions conformément aux standards professionnels internationaux de la révision interne et ce, à travers le suivi d'un plan annuel approuvé par le Conseil de l'Instance en vue d'améliorer la performance, la gestion des risques et le contrôle de toutes les actions de l'Instance.

L'unité de vérification et de contrôle interne présente ses rapports directement et périodi-

quement au Conseil de l'Instance.

Article 30 : Les comptes financiers de l'Instance supérieure indépendante pour les élections sont soumis au contrôle de deux (2) contrôleurs des comptes inscrits au tableau de l'ordre des experts comptables et nommés par le Conseil de l'Instance, conformément à la législation en vigueur relative aux établissements et entreprises publics, pour un mandat de trois ans renouvelable une seule fois.

Les comptes financiers annuels de l'Instance sont approuvés par le Conseil de l'Instance à la lumière du rapport des deux (2) contrôleurs des comptes. Ledit rapport est soumis à l'approbation de l'Assemblée législative et publié au journal officiel de la République tunisienne et sur le site électronique de l'Instance dans un délai ne dépassant pas le 30 juin de l'année qui suit.

Dans le cas où le rapport financier n'est pas approuvé par l'Assemblée législative, il est recouru à la formation d'une commission d'investigation composée de trois experts-comptables inscrits à l'ordre des experts comptable et désignés par l'Assemblée législative.

Les comptes financiers de l'Instance supérieure indépendante pour les élections sont soumis au contrôle à posteriori de la Cour des comptes.

Un rapport spécial est établi par la Cour des comptes sur la gestion financière de l'Instance concernant chaque opération électorale ou référendaire. Ledit rapport est publié au journal officiel de la République tunisienne.

Article 31 : Le statut particulier des agents de l'Instance supérieure indépendante pour les élections est adopté par décret sur proposition de son Conseil.

L'Instance supérieure indépendante pour les élections peut, à l'occasion des élections et des référendums, recruter des agents par voie contractuelle et pour une durée déterminée.

Les agents administratifs de l'Instance supérieure indépendante pour les élections sont tenus de respecter le code de bonne conduite et particulièrement les obligations de neutralité, de réserve et de respect du secret professionnel.

Chapitre III Dispositions transitoires

Article 32 : Il est procédé au renouvellement du tiers des membres du Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections tous les deux (2) ans. Lors des deux premiers renouvellements, la sélection des membres du premier Conseil de l'Instance concernés par le renouvellement se fait par tirage au sort. Le président de l'Instance n'est pas concerné par le premier et le second renouvellement.

Article 33 : Contrairement aux dispositions du cinquième tiret de l'article 3 de la présente loi, et à titre exceptionnel, l'Assemblée nationale constituante se charge de fixer les dates des prochaines échéances électorales et référendaires à la lumière desquelles l'Instance supérieure indépendante pour les élections devra proposer un calendrier.

Article 34n: La qualité d'électeur, telle que mentionnée dans le premier tiret de l'article 6 de la présente loi organique¹, est définie conformément aux dispositions des articles 2, 4 et 5 du décret-loi n° 2011-35 du 10 mai 2011 relatif à l'élection d'une Assemblée nationale constituante et ce, jusqu'à la promulgation d'une loi électorale.

Article 35 : Selon le cas et à titre exceptionnel, il est procédé à l'élection d'un (1) ou de deux (2) membres supplémentaires parmi les membres de l'Instance supérieure indépendante

pour les élections créée par le décret-loi n° 2011-27 du 18 avril 2011, conformément aux procédures et conditions des articles 5, 6 et 7 de la présente loi, et ce, dans le cas où ces deux membres n'ont pas été élus parmi les candidats au Conseil de l'Instance nouvellement créée.

Le mandat du membre ou des deux membres supplémentaires, élus sur la base du présent article au Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections créée par la présente loi, s'achève immédiatement après la proclamation des résultats définitifs des premières élections législatives et présidentielles.

Article 36 : Est accordé un droit de priorité aux agents ayant exercé au sein de l'Instance supérieure indépendante pour les élections créée par le décret -loi n° 2011-27 du 18 avril 2011, et parmi eux ceux qui sont au chômage, dans le recrutement du personnel de l'Instance supérieure indépendante pour les élections créée en vertu de la présente loi et ce, dans les limites des besoins de l'Instance. L'expérience des anciens agents est prise en considération dans le cadre de la grille d'évaluation élaborée par le Conseil de l'Instance et dans laquelle sont précisées les conditions qui seront exigées à l'ouverture des candidatures.

Article 37 : La mission de l'Instance supérieure indépendante pour les élections créée par le décret-loi n° 2011- 27 du 18 avril 2011 est considérée comme achevée à la date du 31 décembre 2011. Ladite Instance sera dissoute dès que l'Instance créée en vertu de cette loi commence à exercer ses fonctions. Elle devra obligatoirement transférer à la nouvelle Instance tous les locaux, équipements, archives et documents.

Article 38 : La présente loi entre en vigueur immédiatement dès son adoption par l'Assemblée nationale constituante et sera publiée au journal officiel de la République tunisienne.

مشروع قانون أساسي يتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات

الفصل الأول:

تحدث هيئة عمومية مستقلة ودائمة تسمى "الهيئة العليا المستقلة للانتخابات" تتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال الإداري والمالي مقرها تونس العاصمة.

الفصل 2:

تسهر الهيئة العليا المستقلة للانتخابات على ضمان انتخابات واستفتاءات ديمقراطية وحرّة وتعددية ونزاهة وشفافة.

الفصل 3:

تتولى الهيئة العليا المستقلة للانتخابات القيام بجميع العمليات المرتبطة بتنظيم الانتخابات والاستفتاءات وإدارتها والإشراف عليها طبقا لهذا القانون وللتشريع الانتخابي وتقوم في هذا الإطار خاصة بما يلي:

1. مسك سجل الناخبين وتحيينه بصفة مستمرة ،
2. ضبط قوائم الناخبين الخاصة بكل انتخاب أو استفتاء و مراجعتها عند الاقتضاء وإشهارها خاصة على الموقع الإلكتروني الرسمي للهيئة وفي آجال يحددها القانون الانتخابي،
3. السهر على ضمان حق الاقتراع لكل ناخب،
4. ضمان المعاملة المتساوية بين جميع الناخبين وجميع المترشحين وجميع المتدخلين خلال العمليات الانتخابية والاستفتاءية،
5. وضع روزنامة الانتخابات والاستفتاءات وإشهارها وتنفيذها بما يتفق مع المدد المقررة بالدستور والقانون الانتخابي،
6. قبول ملفات الترشح للانتخابات والبت فيها وفقا لأحكام التشريع الانتخابي،
7. وضع آليات التنظيم والإدارة والرقابة الضامنة لنزاهة الانتخابات والاستفتاءات وشفافيتها،

8. فرز الأصوات والإعلان عن النتائج الأولية والنهائية للانتخابات والاستفتاءات،
9. وضع مدونات حسن السلوك الانتخابي الضامنة لمبادئ النزاهة والشفافية والحياد وحسن توظيف المال العام وعدم تضارب المصالح،
10. اعتماد ممثلي المترشحين في مكاتب الاقتراع واعتماد الملاحظين والضيوف والصحفيين المحليين والأجانب لمتابعة مراحل المسار الانتخابي. وتحدّد الهيئة بقرار من مجلسها معايير وشروط اعتماد الملاحظين والضيوف والصحفيين الأجانب والمترجمين العاملين معهم.
11. تكوين المشرفين على مختلف مكونات المسار الانتخابي،
12. ضبط برامج التحسيس والتثقيف الانتخابي والتعاون في هذا المجال مع جميع مكونات المجتمع المدني الناشطة في مجال الانتخابات وطنيا ودوليا،
13. مراقبة الالتزام بقواعد الحملات الانتخابية ووسائلها المضبوطة بالتشريع الانتخابي وفرض احترامها طبق القانون بالتعاون مع الهياكل العمومية،
14. مراقبة تمويل الحملات الانتخابية واتخاذ القرارات اللازمة في شأنه مع ضمان المساواة بين كل المترشحين في التمويل العمومي،
15. تقديم مقترحات لتطوير المنظومة الانتخابية،
16. إبداء الرأي في جميع مشاريع النصوص ذات العلاقة بالانتخابات والاستفتاءات،
17. إعداد تقرير خاص حول سير كل عملية انتخابية أو استفتاءية في أجل أقصاه ثلاثة أشهر من تاريخ الاعلان عن النتائج النهائية يعرض على رئيس الجمهورية ورئيس المجلس التشريعي ورئيس الحكومة وينشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وعلى الموقع الإلكتروني الخاص بالهيئة،
18. إعداد تقرير سنوي حول نشاط الهيئة للسنة المنقضية وبرنامج عملها للسنة التي تليها يعرض على الجلسة العامة للمجلس التشريعي بمناسبة التصويت على الميزانية السنوية للهيئة وينشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وعلى الموقع الإلكتروني الخاص بالهيئة.

الفصل 4:

تتكون الهيئة العليا المستقلة للانتخابات من مجلس الهيئة له سلطة تفريرية ومن جهاز تنفيذي.

الباب الأول: مجلس الهيئة

الفصل 5:

يتركب مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات من تسعة أعضاء ويتم اختيارهم كآلاتي:

1/ قاضي عدلي

2/ قاضي إداري

3/ محام

4/ عدل إسهاد أو عدل تنفيذ

5/ أستاذ جامعي : مساعد أو أستاذ مساعد أو أستاذ محاضر أو أستاذ تعليم عالي

6/ مهندس مختص في مجال المنظومات والسلامة المعلوماتية

7/ مختص في الاتصال

8/ مختص في المالية العمومية

جميعهم لهم خبرة عشر سنوات على الأقل.

9/ عضو يمثل التونسيين بالخارج

الفصل 6:

يتم انتخاب أعضاء مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات طبقا للإجراءات التالية:

يتم إنشاء لجنة خاصة صلب المجلس التشريعي تشرف على دراسة ملفات الترشح وفرزها.

تتكون اللجنة الخاصة بالتمثيلية النسبية على أساس عضو عن كلّ عشرة نواب (10) مع اعتماد أكبر البقايا وعند تساوي البقايا بين كتلة وغير منتمين لكتل ترجّح الكتلة.

يترأس اللجنة الخاصة رئيس المجلس التشريعي أو أحد نائبيه دون المشاركة في التصويت عند اتخاذ القرار.

يفتح باب الترشح لعضوية مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بقرار من رئيس اللجنة الخاصة ينشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية ويتضمن تحديدا لأجل تقديم الترشحات ولصيغ إيداعها وللشروط القانونية الواجب توفرها وللوثائق المكونة لملف الترشح طبقا لما يقتضيه الفصل السابع من هذا القانون.

تتولى اللجنة الخاصة التداول على ضوء ملف كل مترشح باعتماد شروط العضوية المقررة بالفصل السابع ومقتضيات حسن أداء الهيئة لمهامها، وتقوم اللجنة الخاصة بإعداد سلم تقييمي يقع اعتماده لدراسة ملفات المترشحين يتم إقراره بتوافق أعضاء اللجنة الخاصة وينشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية عند فتح باب الترشيحات.

تتولى اللجنة الخاصة اختيار ستة وثلاثين (36) مرشحا على أساس أربعة (4) مرشحين عن كل صنف من الأصناف المذكورة بالفصل الخامس من هذا القانون باعتماد التنافس عن طريق التصويت بأغلبية ثلاثة أرباع أعضاء اللجنة الخاصة في دورات متتالية بنفس الأغلبية إلى حين اكتمال العدد.

يحيل رئيس اللجنة الخاصة على الجلسة العامة للمجلس التشريعي قائمة مرتبة ترتيبا أبجديا حسب كل صنف تتضمن أسماء المرشحين الستة والثلاثين (36) لانتخاب الأعضاء التسعة (9) لمجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بأغلبية ثلثي أعضاء المجلس التشريعي بالتصويت السري على الأسماء في دورات متتالية إلى حين اكتمال التركيبة.

تتولى الجلسة العامة الاستماع إلى المرشحين الستة والثلاثين (36) قبل التصويت.

يختار كل عضو في المجلس التشريعي تسعة (9) أعضاء من قائمة المرشحين باعتماد التركيبة المنصوص عليها بالفصل الخامس ويرتب المرشحون المحرزون على أغلبية الثلثين من الأعضاء ترتيبا تفاضليا بحسب عدد الأصوات المتحصل عليها.

يُنْتخب رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات في الجلسة العامة من بين المترشحين من الأعضاء التسعة المنتخبين.

يتمّ التصويت في الجلسة العامة لانتخاب الرئيس في دورة أولى بالأغلبية المطلقة لأعضاء المجلس، وإذا لم يتحصل أي من المترشحين على هذه الأغلبية في الدورة الأولى يتمّ التصويت في دورة ثانية لانتخاب رئيس الهيئة بنفس الأغلبية من بين المترشحين الإثنين المحرزين على أكبر عدد من الأصوات في الدورة الأولى.

الفصل 7:

يشترط للترشح لعضوية مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات:

- صفة الناخب،
- سن لا تقل عن 35 سنة،
- النزاهة والاستقلالية والحياد،

- الكفاءة والخبرة،

- أن لا يكون عضواً منتخبا في إحدى الهيئات المهنية،

- عدم الانخراط أو النشاط في أي حزب سياسي خلال الخمس سنوات السابقة لتاريخ فتح الترشيحات،

- عدم تحمل أي مسؤولية صلب حزب التجمع الدستوري الديمقراطي المنحل أو مناقشة رئيس الجمهورية المخلوع للترشح لمدة رئاسية جديدة،

- عدم تحمل مسؤولية في الحكومة أو تقلد منصب والي أو كاتب عام ولاية أو معتمد أو عمدة طيلة حكم الرئيس المخلوع،

يدلي كلّ مترشح ضمن ملف ترشحه بتصريح على الشرف يتعلق بتوفّر الشروط المنصوص عليها أعلاه.

يعاقب بالسجن مدة ستة أشهر وبخطية قدرها ألف دينار كل شخص تعمد الإدلاء بتصريحات خاطئة أو أخفى مانعا من موانع الترشح نصّ عليها القانون دون أن يمنع ذلك من تتبعه طبق أحكام المجلة الجزائية.

الفصل 8:

يجتمع الأعضاء المنتخبون في جلسة أولى لاختيار نائب للرئيس بالتوافق وإن تعذر بالأغلبية المطلقة للأعضاء.

الفصل 9:

تحدّد فترة ولاية كل عضو من أعضاء مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بمدة ستّ سنوات غير قابلة للتجديد.

يتمّ تجديد تركيبة مجلس الهيئة بطريقة تجديد الثلث كل سنتين طبق الإجراءات المقرّرة بالفصول الخامس والسادس والسابع من هذا القانون. يعلم رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات رئيس المجلس التشريعي بقائمة الأعضاء المعيّنين بالتجديد بتاريخ انتهاء مهامهم قبل ثلاثة أشهر من تاريخ نهاية مدة العضوية.

يمارس الأعضاء المنتهية مدّة عضويتهم مهامهم صلب مجلس الهيئة إلى حين تسلم الأعضاء الجدد لمهامهم.

الفصل 10:

يؤدي الرئيس وأعضاء مجلس الهيئة عند تسميتهم اليمين التالية أمام رئيس الجمهورية :
"أقسم بالله العظيم أن أقوم بمهامي بتفان وصدق وإخلاص وأن أعمل على ضمان انتخابات حرة ونزيهة وأن أؤدي واجباتي باستقلالية وحياد وأن أحترم الدستور والقانون والله على ما أقول شهيد".

الفصل 11:

رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات هو ممثلها القانوني وهو رئيس مجلسها وأمر صرف ميزانيتها.

الفصل 12:

يخضع رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات وأعضاء مجلسها خصوصا للواجبات التالية:

- واجب الحياد،
- واجب التحفظ،
- واجب حضور جلسات مجلس الهيئة،
- التفرغ الكلي لممارسة المهام صلب الهيئة،
- عدم الترشح لأية انتخابات طيلة مدة العضوية بالهيئة وبعد انقضاءها لمدة لا تقل عن خمس سنوات،
- التصريح على الشرف بالمكاسب طبقا للإجراءات المنصوص عليها بالقانون المتعلق بالتصريح على الشرف بمكاسب أعضاء الحكومة وبعض الأصناف من الأعوان العموميين.

الفصل 13:

على رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات وأعضاء مجلسها التصريح بكل تضارب مصالح طيلة فترة العضوية بالهيئة.

يعدّ تضاربا للمصالح كل مصلحة شخصية مباشرة أو غير مباشرة أو علاقة شخصية مباشرة أو غير مباشرة تؤثر على التزام العضو المعني بالشروط والواجبات المحمولة عليه وعلى حسن أداء الهيئة لمهامها.

على العضو المعني بتضارب المصالح التصريح به لدى مجلس الهيئة ثم الامتناع عن المشاركة في الجلسات أو المداولات أو القرارات ذات العلاقة إلى حين بت مجلس الهيئة في الامر في ظرف عشرة أيام من تاريخ التصريح.

ينعقد مجلس الهيئة بعد التصريح بتضارب المصالح و يتولى التداول بأغلبية الأعضاء ودون حضور العضو المعني، وفي صورة ثبوت تضارب مصالح وقتي يقع إعلام المعني به الذي يمتنع عن المشاركة في الجلسات أو المداولات أو القرارات ذات العلاقة إلى حين زوال المانع. وفي صورة ثبوت تضارب مصالح دائم يقع إعلام المعني به الذي يقدم استقالته لرئيس المجلس خلال الثمانية والأربعين ساعة الموالية للإعلام .

عند حصول العلم أو الإعلام الجدي بحالة تضارب مصالح يتولى مجلس الهيئة بعد سماع العضو المعني التحقيق فيها وفي صورة ثبوت تعمد العضو المذكور إخفاء تضارب في المصالح يعفى من مهامه طبق إجراءات الإغفاء المبينة بالفصل الخامس عشر من هذا القانون.

الفصل 14:

لا يمكن تتبع أو إيقاف رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات أو أحد أعضاء مجلسها من أجل أفعال تتعلق بأعمالهم أو بممارسة مهامهم صلب الهيئة إلا بعد رفع الحصانة من قبل الجلسة العامة للمجلس التشريعي بالأغلبية المطلقة لأعضائه بطلب من العضو المعني أو من ثلثي أعضاء مجلسها أو من السلطة القضائية.

ويتمّ النظر في رفع الحصانة على أساس الطلب المقدم من السلطة القضائية مرفقا بملف القضية.

الفصل 15:

فضلا عن الصورة المنصوص عليها بالفقرة الخامسة من الفصل الثالث عشر من هذا القانون يتمّ إغفاء رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات أو أحد أعضاء مجلسها في صورة ارتكابه لخطأ جسيم في القيام بالواجبات المحمولة عليه بمقتضى هذا القانون أو في صورة الإدانة بمقتضى حكم بات من أجل جنحة قسدية أو جنائية أو في صورة فقدانه لشرط من شروط العضوية بمجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات.

يرفع طلب الإغفاء من قبل نصف أعضاء مجلس الهيئة على الأقل ويعرض على الجلسة العامة للمجلس التشريعي للمصادقة عليه بالأغلبية المطلقة لأعضائه.

الفصل 16:

في حالة الشُّغور الطارئ على تركيبة مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات لوفاة أو استقالة أو إعفاء أو عجز أو تخلُّ ، يعاين مجلس الهيئة حالة الشُّغور ويدونها بمحضر خاص يحيله صحبة باقي الملف للمجلس التشريعي الذي يتولى سد هذا الشُّغور طبقاً للإجراءات المنصوص عليها بالفصل السادس من هذا القانون بناءً على طلب من رئيس الهيئة أو نصف أعضاء مجلسها .

يعتبر متخلياً الرئيس أو العضو الذي يتغيب دون مبرر عن ثلاث اجتماعات متتالية لمجلس الهيئة رغم استدعائه وإنذاره بكلّ وسيلة تترك أثراً كتابياً.

الفصل 17:

يتقاضى رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات وأعضاء مجلسها عن مهامهم أجوراً تُصرف لهم من ميزانية الهيئة، وتنتظر بأجرة وزير بالنسبة لرئيس الهيئة وتحدّد بأمر بالنسبة للأعضاء.

الفصل 18:

تعقد اجتماعات مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بطلب من رئيسها أو من نصف أعضاء مجلسها ولا تنعقد إلا بحضور ثلثي الأعضاء.

يتولى رئيس الهيئة تعيين مواعيد الاجتماعات والدعوة لها ورئاستها وضبط جدول أعمالها وإدارتها وحفظ نظامها واتخاذ القرارات اللازمة لتنفيذ مداورات المجلس طبقاً لمقتضيات هذا القانون و لأحكام النظام الداخلي للهيئة ويعوضه نائبه عند التعذر.

تنشر مداورات مجلس الهيئة على الموقع الإلكتروني للهيئة وبالرأى الرسمي للجمهورية التونسية.

يتخذ مجلس الهيئة قراراته بالأغلبية المطلقة لأعضائه ويتولّى رئيس مجلس الهيئة إمضاءها.

الفصل 19:

يتولى مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات وضع الترتيب اللازمة لتنفيذ التشريع الانتخابي وتنفيذ المهام الموكولة للهيئة يمضيها رئيس الهيئة و تنشر بالرأى الرسمي للجمهورية التونسية.

تتولّى الهيئة العليا المستقلة للانتخابات اتخاذ التدابير اللازمة لفرض احترام التشريع الانتخابي من قبل جميع المتدخلين في المسار الانتخابي بما فيها تسليط العقوبات غير الجزائية المترتبة عن المخالفات الانتخابية.

تكون الترتيب الصادرة عن مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات قابلة للطعن أمام المحاكم المختصة بحسب الشروط والإجراءات التي يضبطها القانون.

الفصل 20:

تتكون موارد الهيئة العليا المستقلة للانتخابات من اعتمادات سنوية مخصصة من ميزانية الدولة.

تتمثل نفقات ميزانية الهيئة في:

- نفقات تسيير الهيئة
- نفقات التجهيز
- نفقات الانتخابات والاستفتاءات

تضبط ميزانية الهيئة باقتراح من مجلسها وتعرض على الحكومة لإبداء الرأي قبل إحالتها على المجلس التشريعي للمصادقة عليها طبق الإجراءات الخاصة بميزانية الدولة.

الفصل 21 :

للهيئة العليا المستقلة للانتخابات بمناسبة الانتخابات أو الاستفتاءات أن تحدث هيئات فرعية لها تتولى مساعدتها على القيام بمهامها المبينة بهذا القانون.

يضبط مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات تركيبة الهيئات الفرعية على أن لا يتجاوز عدد أعضاء الهيئة الفرعية الواحدة أربعة أعضاء على الأكثر.

ويتم اختيار المترشحين من طرف مجلس الهيئة بالأغلبية المطلقة لأعضائه وفقا لشروط العضوية والواجبات المحمولة على أعضاء المجلس الواردة بالفصلين السابع والثاني عشر من هذا القانون ومع مراعاة الاختصاصات الواردة بالفصل الخامس.

يمكن لمجلس الهيئة أن يفوض بعض صلاحياته للهيئات الفرعية التي تمارسها تحت إشرافه وطبقا لقراراته.

تعد كل هيئة فرعية عند نهاية مهامها وكلما طلب منها ذلك تقريرا عن نشاطها يعرض على مجلس الهيئة.

الفصل 22:

كل الإدارات العمومية مطالبة في حدود الإمكان بأن تضع على ذمة الهيئة العليا المستقلة للانتخابات جميع الوسائل المادية والبشرية وجميع القواعد البيانية والمعلوماتية بما في ذلك

الإحصاءات والمعطيات ذات العلاقة بالعمليات الانتخابية بما يساعد على حسن أداء مهامها، وعند الامتناع غير المبرر من قبل الإدارة المعنية يمكن استصدار إذن في الغرض من المحكمة الإدارية. وتعمل مصالح رئاسة الحكومة بمناسبة الانتخابات أو الاستفتاءات على تيسير تعاون جميع الإدارات العمومية مع الهيئة العليا المستقلة للانتخابات.

الفصل 23:

يحجر استعمال المعطيات الشخصية المجمعة لدى الهيئة العليا المستقلة للانتخابات في غير العمليات الانتخابية بما يتماشى مع التشريع المتعلق بحماية المعطيات الشخصية.

الباب الثاني: الجهاز التنفيذي

الفصل 24:

للهيئة العليا المستقلة للانتخابات جهاز تنفيذي يباشر تحت إشراف مجلسها شؤونها الإدارية والمالية والفنية ويسيره مدير تنفيذي.

تحدث إدارات فرعية تابعة للجهاز التنفيذي للهيئة العليا المستقلة للانتخابات تتولى تنفيذ المهام الموكولة للهيئة في النطاق الترابي المحدد لها طبق قرارات مجلس الهيئة.

الفصل 25:

يقوم مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بانتداب المدير التنفيذي من ضمن المترشحين بالملفات الذين يستجيبون لشروط الفصل السابع من هذا القانون بالإضافة إلى شروط الخبرة والكفاءة في التصرف الإداري والمالي والفني. وتتم المصادقة على تعيينه بالأغلبية المطلقة لأعضاء مجلس الهيئة ويتم إعفاؤه بنفس الأغلبية.

يؤدي المدير المنتدب عند تسميته اليمين التالية أمام مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات " أقسم بالله العظيم أن أقوم بمهامي بتفان وصدق وإخلاص وأن أحترم القانون والله على ما أقول شهيد".

الفصل 26:

يحضر المدير التنفيذي اجتماعات مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات وله الحق في إبداء الرأي دون الحق في التصويت.

يلتزم المدير التنفيذي بكل الواجبات المنصوص عليها بالفصل الثاني عشر من هذا القانون.

الفصل 27:

يسهر المدير التنفيذي تحت إشراف مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات وتحت رقابة رئيسها على حسن سير إدارة الهيئة في المجالات الادارية والمالية والفنية ويتولى في حدود ذلك خاصة:

- (1) إعداد التنظيم الإداري والمالي والفني للهيئة العليا المستقلة للانتخابات وعرضه على مجلس الهيئة للمصادقة بأغلبية الأعضاء،
- (2) إعداد النظام الداخلي للهيئة العليا المستقلة للانتخابات وعرضه على مجلس الهيئة للمصادقة بأغلبية الأعضاء ونشره بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية،
- (3) إعداد برنامج الموارد البشرية للهيئة وعرضه على مجلس الهيئة للمصادقة بأغلبية الأعضاء،
- (4) إعداد مشروع ميزانية الهيئة السنوي وعرضه على مصادقة مجلس الهيئة بأغلبية الأعضاء،
- (5) إعداد برنامج تنفيذ مهام الهيئة على أساس ما يبينه الفصل الثالث من هذا القانون وبرنامج عملها في فترات الانتخابات والاستفتاءات قبل عرضه على مجلس الهيئة للمصادقة عليه بأغلبية الأعضاء،
- (6) إعداد تقرير تصرف مالي وإداري يعرض صحبة التقرير السنوي على مراقب الحسابات وعلى مصادقة مجلس الهيئة بأغلبية الأعضاء،
- (7) تنفيذ القرارات الصادرة عن مجلس الهيئة و المتعلقة بكامل المسار الانتخابي،
- (8) تسيير مختلف المصالح الإدارية للهيئة والتنسيق بينها،
- (9) مسك مختلف السجلات والدفاتر والوثائق الإدارية و حفظها،
- (10) متابعة تنفيذ الميزانية وإعداد ملفات صفقات الهيئة ومختلف العقود.
- (11) إدارة الموقع الإلكتروني للهيئة.

الفصل 28:

تبرم وتنفذ جميع صفقات الهيئة العليا المستقلة للانتخابات طبق الإجراءات الخاصة بالصفقات العمومية للمنشآت العمومية ما لم تتعارض مع أحكام هذا القانون.

تعفى نفقات الهيئة العليا المستقلة للانتخابات من الرقابة المسبقة للمصاريف العمومية.

الفصل 29:

تسهر الهيئة العليا المستقلة للانتخابات على إرساء نظام رقابة داخلية للإجراءات الإدارية والمالية والمحاسبية تضمن سلامة القوائم المالية ونزاهتها وشفافيتها ومطابقتها للقوانين الجاري بها العمل وتنشئ للعرض وحدة تدقيق ورقابة داخلية يترأسها خبير محاسب.

وتقوم هذه الوحدة بأعمالها وفقا للمعايير الدولية المهنية لممارسة التدقيق الداخلي من خلال اتباع مخطط سنوي يصادق عليه مجلس الهيئة ويهدف إلى تحسين الأداء وإدارة المخاطر والرقابة لكامل أعمال الهيئة.

وتقوم وحدة التدقيق والرقابة الداخلية بإعطاء تقاريرها إلى مجلس الهيئة مباشرة وبصفة دورية.

الفصل 30:

تعرض الحسابات المالية للهيئة العليا المستقلة للانتخابات على مراقبي حسابات مرسمين بجدول هيئة الخبراء المحاسبين يعينهما مجلس الهيئة طبقا للتشريع الجاري به العمل بالنسبة إلى المؤسسات والمنشآت العمومية لمدة ثلاث سنوات قابلة للتجديد مرة واحدة.

يصادق مجلس الهيئة على الحسابات المالية السنوية للهيئة على ضوء تقرير مراقبي الحسابات ويعرض التقرير على المجلس التشريعي للمصادقة عليه وينشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وعلى الموقع الإلكتروني للهيئة في أجل أقصاه 30 جوان من السنة الموالية.

وفي صورة عدم مصادقة المجلس التشريعي على التقرير المالي تقع الدعوة إلى تشكيل لجنة تحقيق مكونة من ثلاثة خبراء محاسبين مرسمين بجدول هيئة الخبراء المحاسبين يختارهم المجلس التشريعي.

تخضع الحسابات المالية للهيئة العليا المستقلة للانتخابات إلى الرقابة اللاحقة لدائرة المحاسبات.

تعدّ دائرة المحاسبات تقريرا خاصا حول التصرف المالي للهيئة بخصوص كل عملية انتخابية أو استفتاء و ينشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

الفصل 31:

يضبط النظام الأساسي الخاص بأعوان الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بأمر باقتراح من مجلسها.

يمكن للهيئة العليا المستقلة للانتخابات بمناسبة الانتخابات أو الاستفتاءات انتداب أعوان لفترة محددة بطريق التعاقد.

يلتزم الأعوان الإداريون للهيئة العليا المستقلة للانتخابات باحترام مدونة السلوك وخاصة الالتزام بواجبات الحياد والتحفز والمحافظة على السر المهني.

الباب الثالث: أحكام انتقالية

الفصل 32:

يتمّ التجديد لثلاث مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات كل سنتين، وفي المرتين الأوليين يحدد من يشمله التجديد بالقرعة من بين أعضاء أول مجلس للهيئة، ولا يكون رئيس الهيئة معنيا بالتجديد في المرتين الأولى والثانية.

الفصل 33:

خلافًا لما ورد بالفصل الثالث مطة خامسة من هذا القانون يتولى المجلس الوطني التأسيسي بصفة استثنائية تحديد مواعيد الانتخابات والاستفتاءات القادمة وعلى الهيئة العليا المستقلة للانتخابات اقتراح روزنامة على ضوءها.

الفصل 34:

إلى حين صدور قانون انتخابي يتم تحديد صفة الناخب المنصوص عليها بالفصل السادس مطة أولى من هذا القانون الأساسي طبقاً للفصول الثاني والرابع والخامس من المرسوم عدد 35 لسنة 2011 المؤرخ في 10 ماي 2011 المتعلق بانتخاب المجلس الوطني التأسيسي.

الفصل 35:

يتمّ انتخاب عضو أو عضوين إضافيين، طبق الإجراءات والشروط المنصوص عليها في الفصول الخامس والسادس والسابع من هذا القانون، من بين أعضاء الهيئة المركزية للهيئة السابقة للانتخابات المحدثة بموجب المرسوم عدد 27 لسنة 2011 المؤرخ في 18 أفريل 2011 بحسب الحالة وبصورة استثنائية إذا لم يتم انتخابهما من ضمن المترشحين لمجلس الهيئة المحدثة.

تنتهي مهام العضو أو العضوين المضافين بموجب هذا الفصل في مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات المحدثة بهذا القانون فور الإعلان عن النتائج النهائية لأول انتخابات تشريعية ورئاسية.

الفصل 36:

تعطى الأولوية في انتداب أعوان الهيئة العليا المستقلة للانتخابات المحدثّة بموجب هذا القانون للأعوان الذين باشرُوا مع الهيئة العليا المستقلة للانتخابات المحدثّة بالمرسوم عدد 27 لسنة 2011 المؤرخ في 18 أبريل 2011 في حدود احتياجات الهيئة وللمعطلين عن العمل منهم، وتؤخذ تجربة الأعوان القدامى بالاعتبار ضمن سلم تقييمي يعدّه مجلس الهيئة يحدّد بدقّة الشروط المطلوبة عند فتح باب الترشيحات.

الفصل 37:

تعتبر مهام الهيئة العليا المستقلة للانتخابات المحدثّة بالمرسوم عدد 27 لسنة 2011 المؤرخ في 18 أبريل 2011 منتهية بتاريخ 31 ديسمبر 2011 وتحل الهيئة العليا المستقلة للانتخابات المذكورة من تاريخ مباشرة الهيئة المحدثّة بهذا القانون لمهامها وتحيل وجوبا كامل المقررات والتجهيزات والأرشيف والوثائق إلى الهيئة الجديدة.

الفصل 38:

يدخل هذا القانون حيز النفاذ فور المصادقة عليه من المجلس الوطني التأسيسي وينشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.